

14^e SALON INTERNATIONAL DU TOURISME ET DES VOYAGES (SITEV)

Le défi d'attirer les touristes nationaux

C'est avec comme défi de pousser le maximum de nationaux, pour ceux, bien entendu, qui ont dans leur culture de consacrer une partie de leur budget à un séjour de détente et de loisirs, à opter pour des destinations locales que s'est ouverte, jeudi dernier, la 14^e édition du Salon international du tourisme et des voyages.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, qui inaugurerait cette manifestation, n'a pas manqué, à l'issue de sa tournée au niveau de nombre de stands d'exposition, de faire part de cette nouvelle stratégie à même de faire changer de destination à nos vacanciers, nombreux ces dernières années à se rendre chez nos voisins marocains et tunisiens quand ce n'est pas outre-mer, l'Espagne, la France et la Turquie principalement.

Mohamed Benmeradi soulignera donc, la «nécessité de renforcer le tourisme intérieur afin d'attirer les touristes nationaux et étrangers». Ce qui

ne saurait se matérialiser, selon lui, sans l'implication des agences de tourisme et de voyages qu'il exhortera à «sensibiliser le citoyen à l'importance de passer ses vacances dans son pays au lieu d'opter pour d'autres destinations». Les intervenants, au nombre de près de 900, dans le tourisme, majoritairement vers l'étranger, sont appelés donc à promouvoir «la richesse et la diversité touristique du pays», à travers, «la présentation d'un produit touristique diversifié tout au long de l'année».

Et à Benmeradi d'annoncer un geste en direction de ces agences, notamment celles activant dans le



Benmeradi plaide pour un tourisme intérieur.

sud du pays. Ceci à travers des mesures incitatives fiscales qui «pourraient être introduites dans la loi de finances complémentaire pour l'exercice 2013». Cette volonté de booster le tourisme interne a pour «arrière-

pensée» de conférer au secteur une plus grande contribution à la création de richesses économiques, lui qui ne contribue actuellement au PIB que de 2%. Une contribution minime réalisée par la restauration et l'hôtellerie. D'où

la nécessité, estimera encore le ministre, d'introduire d'autres activités ayant trait au tourisme pour «mieux définir le taux de participation du secteur au PIB». Mais comment attirer le touriste local quand l'infrastructure vient à manquer cruellement et quand les prix et la qualité de service sont plus répulsifs qu'attractifs ?

A ce sujet, Benmeradi fera part d'un effort considérable des pouvoirs publics avec de nouvelles structures hôtelières d'une capacité totale de 50 000 lits pour combler le déficit enregistré en matière d'hébergement. Benmeradi précisera que le parc hôtelier du pays existant relève du secteur privé, l'Etat ne détenant que 60 hôtels d'une capacité globale de 19 000 lits. Il en est de même, par ailleurs, pour les projets d'investissement en cours de réalisation, majoritairement initiés par des particuliers.

M. K.

RACHID BENAÏSSA À L'OUVERTURE, JEUDI, DU 13^e SIPSA-AGROFOOD :

«L'agriculture algérienne a enclenché le mouvement de mutation souhaité»

C'est, là, la conviction du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, pour qui le renouveau rural, son cheval de bataille ces dernières années, n'est plus un slogan creux mais une réalité de plus en plus tangible. Reconnaissant, néanmoins, que beaucoup reste à faire pour une professionnalisation la plus optimale possible de ce secteur-clé de l'activité économique nationale.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Rachid Benaïssa, qui inaugurerait jeudi dernier, en compagnie de son collègue du gouvernement, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould-Kablia, le 13^e Salon international de l'agriculture et de l'agroalimentaire Sipsa-Agrofood, était tout heureux, lui qui a pris tout son temps, près de trois heures, pour sillonner le salon, discutant à bâtons rompus avec nombre d'exposants aussi bien nationaux qu'étrangers.

Seule fausse note dans cette ambiance bon

enfant, le ministre n'a pas été très attentif et sensible, comme il a l'habitude de le faire, à l'égard du cri de détresse, et c'en est un, de nombre d'éleveurs de vaches laitières de la wilaya de Souk-Ahras qui voulaient l'interpeller sur leur souci majeur qui, disent-ils, «nous empoisonne la vie». A savoir la problématique de l'écoulement de leur lait pour les besoins de sa transformation, la marge bénéficiaire de deux dinars étant jugée «dérisoire».

Et à l'issue de cette visite, Benaïssa n'a pas manqué de soutenir que «l'agriculture algérien-

ne a enclenché le mouvement de mutation souhaité». Avec comme appui à son assertion, en fait sa conviction profonde, le fait, dira-t-il, d'avoir «décelé aujourd'hui beaucoup de bonnes intentions» et appris que «plusieurs sociétés avaient été créées».

Une dynamique qu'un autre indicatif, et non des moindres, atteste on ne peut plus clairement : l'affluence aussi bien des professionnels que du grand public, soit le simple consommateur, aux nombreuses manifestations dédiées à l'agriculture et à l'agroalimentaire enregistrée.

Il a souligné que l'année 2013 a connu plusieurs salons et manifestations en relation avec l'agriculture et l'agroalimentaire, qui ont enregistré une grande affluence des profes-

sionnels et du grand public. «C'est un indicateur positif», estime-t-il.

Mais cela ne doit pas, sous-entendre le ministre, nous donner des «ailes» et «dormir sur nos lauriers» car cette mutation a besoin, poursuivra-t-il, de davantage de professionnalisme et de savoir-faire», mettant le doigt sur le fait que des filières agricoles comme le lait, l'aviculture, la pomme de terre et la céréaliculture sont en «progression».

A noter, enfin, que le 13^e Sipsa-Agrofood enregistre une hausse sensible en matière de participation par rapport à l'édition de l'année dernière puisqu'ils sont, cette année, 550 exposants, dont 350 venus d'une trentaine de pays, à y prendre part.

M. K.

POPULATION CARCÉRALE

60 000 détenus dans 131 prisons

60 000 détenus séjournent à travers les 131 prisons du pays, selon le directeur général de l'administration pénitentiaire, Mokhtar Feloune. C'est une population carcérale à majorité masculine et adulte, selon ses dires et ne compte que 400 mineurs et 600 femmes.

De notre envoyé à Bouira, Lyas Hallas

Lors de sa visite jeudi dernier à Bouira, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Mohamed Charfi, a inauguré le nouveau siège du tribunal de Lakhdaria, inspecté l'établissement pénitentiaire situé à la cité Saïd-Abid et supervisé le lancement des examens d'évaluation de niveau pour les détenus. De même qu'il a posé la première pierre pour la construction d'un nouveau siège pour le tribunal administratif de Bouira et présidé la cérémonie de sortie de

deux promotions de gardiens de prison à l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire de Sour El-Ghozlane. Selon les statistiques communiquées à l'occasion, le nombre des détenus inscrits aux différents systèmes d'enseignement à l'échelle nationale s'élève à hauteur de 29 000 (22 465 détenus dont 233 femmes, sont dans l'enseignement à distance, 5 798 dont 169 femmes aux cours d'alphabétisation et 891 dont 30 femmes à l'université). Quant aux inscrits aux examens d'évaluation de niveau, ils sont au nombre de 18 730 (14 123 au moyen et 4 604 au secondaire) en plus de 2 355 inscrits au Bac, 4 405 au BEM et 474 à l'examen d'admission à l'université de la formation continue (UFC). Il convient de noter aussi que 32 965 détenus poursuivent une formation professionnelle. En ce qui concerne les établissements pénitentiaires, le DG de l'administration pénitentiaire, présent aux côtés du ministre de la

Justice, a précisé que son administration gère 131 prisons de différentes capacités et devrait réceptionner des dizaines d'autres dans les années à venir. «La plupart des prisons dont nous disposons actuellement sont héritées de l'époque coloniale et sont petites. Et hormis quelques-unes, leurs capacités d'accueil ne dépassent pas les 50 ou 80 places.

Les prisons inscrites dans le programme du président ont été toutes réceptionnées, soit 13 établissements d'une capacité de 1 000 lits chacune, réalisés par le ministère dans le cadre du plan sectoriel. D'autres prisons sont en cours de construction dont une vingtaine d'une capacité de 500 lits (celle de Bouira Saïd-Abid a été réceptionnée et elle est fonctionnelle depuis deux mois) et d'autres plus petites, d'une capacité de 300 lits chacune», dira-t-il.

L. H.

ÉTAT DE SANTÉ DU PRÉSIDENT BOUTEFLIKA

Le ministre de la Justice n'en sait pas plus

En marge de sa visite, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Mohamed Charfi, a esquivé toutes les questions, tenant en haleine l'opinion nationale et internationale.

Les commissions rogatoires, qu'il s'agisse des missions d'instruction données par le juge algérien aux autorités judiciaires italiennes, canadiennes, américaines et émiraties ou celles confiées par le juge italien à ses homologues algériens, n'ont toujours rien donné, à en croire M. Charfi. «Je l'ai dit la semaine dernière à Alger et je le répète aujourd'hui : on ne peut enquêter en live ! L'instruction exige beaucoup de discernement et de sagesse. On ne peut diffuser chaque jour un communiqué. Dès que quelque chose qui nécessite que l'on informe

l'opinion publique, on le fera.», s'est-il offusqué.

Relancé sur cette même question – si la responsabilité de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, est engagée à l'issue de ces commissions rogatoires, le gouvernement algérien demandera-t-il son extradition des Etats-Unis ? –, M. Charfi a eu cette réplique : «Je n'aime pas personnaliser les choses, mais je dis que l'enquête suit son cours et toute personne qui s'avère impliquée, quel que soit son rang, la justice a les moyens juridiques pour l'amener pour

qu'elle réponde des accusations portées à son encontre.». Ayant inspecté des chantiers inscrits dans le «programme du président», insistant au passage sur la volonté de ce dernier à réformer le secteur de la justice, le ministre fut contraint de répondre à une question sur l'état de santé du président. «Puisque vous avez évoqué le président, est-ce qu'il va bien ? Où se trouve-t-il actuellement ?», l'avons-nous interrogé. Paniqué, M. Charfi s'est révélé incapable d'éclairer l'opinion publique : «Je ne suis pas habilité à communiquer sur l'état de santé du président ! Mais à ce que je sache, d'après ce que nous dit monsieur le Premier ministre, il se porte mieux, suit

quotidiennement les grands dossiers et oriente notre action par des instructions que répercute en son nom M. Sellal.» La question reste posée en tout cas. Au moment où les officiels algériens, conseillers et ministres du président se refusent à toute communication sur le sujet, des informations sont distillées à travers la presse française. L'hebdomadaire français *Le Point*, citant des sources médicales, a révélé, hier sur son site Internet, que «l'état de santé du président Bouteflika se dégrade, certaines de ses fonctions vitales sont très atteintes». Une information remettant en cause la version officielle, selon laquelle M. Bouteflika aurait été hospitalisé pour un AVC

mineur. Au sujet de l'association que compte fonder le magistrat près de la Cour suprême Abdelhak Mellah – quel poids aura-t-elle sur l'échiquier politique, sachant que les magistrats se sont révoltés il y a quelques semaines et ont dénoncé les interférences des politiques dans leur travail ? –, le garde des Sceaux s'est plutôt interrogé sur l'utilité d'une telle organisation. «Je l'ai appris à travers la presse. Les magistrats ont le droit de s'organiser, ils ont d'ailleurs un syndicat qui défend leurs droits socioprofessionnels. Je me demande seulement à quoi bon. A mon avis, cela ne va que diviser les rangs», a-t-il estimé.

L. H.